

**Monsieur Blaise Godet, anc. Ambassadeur de Suisse en Chine**  
***La Chine: nouveau partenaire stratégique sur la scène internationale,***  
**Conférences dans le cadre du FSPI, Penthes, Vendredi 13 octobre 2017.**

---

Je remercie le FSPI de son invitation. Je constate sans surprise, mais avec plaisir, que le sujet est d'actualité, à l'heure où la Chine où la Chine est sur le point de renouveler les cadres du Parti et où elle multiplie sur le plan international ses offres de coopération. Je me propose d'examiner avec vous si ces gestes sont de façade ou traduisent un changement ou à tout le moins un infléchissement de sa politique étrangère.

## PUISSANCE ASIATIQUE

Avant d'être une puissance mondiale - pardonnez-moi ce truisme - la Chine a été une puissance essentiellement asiatique, dès lors qu'elle partage des frontières terrestres avec 14 États (en excluant Hong Kong et Macao) et des frontières maritimes avec 7 voisins (y compris Taïwan). Cette situation centrale a traditionnellement assuré à la Chine une influence régionale certaine, compte tenu de son poids territorial, démographique, militaire et culturelle.

Il paraît fatal qu'un pays d'une telle taille, avec une géographie aussi complexe, ait à travers l'histoire dû régler par les moyens les plus divers (la guerre comme les traités) les différends qui l'opposaient à ses voisins. Je vous propose à ce titre de procéder à un rapide survol de ces rapports bilatéraux

- Chine – Japon : entre la Chine, civilisation plurimillénaire ayant influencé toute l'Asie orientale ainsi que centrale et le Japon, l'Histoire a été marquée par des échanges réguliers et des rivalités nombreuses. Outre les séquelles de la Seconde guerre mondiale, les îles Senkaku, que les Chinois appellent Diaoyu(tai), qui se situent au nord-est de Taïwan et au sud-ouest d'Okinawa, revendiquées par chacun des deux États, constituent aujourd'hui la principale pomme de discorde. Au-delà de la question symbolique de la souveraineté sur ces îlots inhabités et de leur intérêt stratégique pour la marine chinoise, le différend se complique de la présence de gisements potentiels d'hydrocarbures à proximité. S'il me fallait résumer la situation, je dirais que les deux pays entretiennent aujourd'hui des relations politiques froides et économiques chaudes, tant les échanges commerciaux sont denses.

- Chine-Russie : avec la Russie, ce serait plutôt l'inverse ! Les deux capitales, à la faveur des pratiques communistes de l'époque, ont institué près d'une vingtaine de commissions mixtes, coordonnées par rien moins que les deux premiers ministres, afin de passer en revue les différents volets de la coopération bilatérale (p. ex. frontières, énergie, transports, etc.). Mais les échanges économiques sont à la traîne, en dépit d'avancées récentes dans la livraison de gaz par Moscou sur 30 ans pour une valeur de Euros 400 milliards. On rappellera qu'en 1994, au terme d'une réunion au sommet, les présidents Jiang Zemin et Boris Eltsine avaient émis une déclaration commune qualifiant la relation bilatérale de "partenariat constructif" et s'étaient engagés à ce que leurs pays ne recourent pas à l'arme nucléaire l'un contre l'autre. Aujourd'hui, à la faveur de la méfiance qui caractérise les rapports américano-russes, les liens entre Moscou et Pékin ont tendance à se renforcer. Ceci dit, les Russes craignent de voir leur échapper leurs régions frontalières sous-peuplées que menacent la démographie et le dynamisme chinois !

- Chine-Inde : les relations sont pour le moins complexes. Elles connaissent périodiquement des embellies, mais demeurent également marquées par une solide dose de suspicion qu'alimentent

l'absence d'horizons partagés, les vestiges du conflit frontalier de 1962, (Arunachal Pradesh et Aksai Chin) et le jeu discret mais efficace de la diplomatie chinoise qui s'efforce de contrecarrer les efforts de la Nouvelle Delhi (et de Tokyo au demeurant !) en vue d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. De fait les deux géants de l'Asie se bornent à vivre l'un à côté de l'autre, quand ils ne se tournent pas franchement le dos.

Quant au "partenariat stratégique" avec Islamabad, il n'a de stratégique que le nom. Aucune valeur commune ne lie à mon avis ces deux États, sinon une commune méfiance à l'égard de l'Inde !

- Chine - Asie du Sud-Est : les rapports sont complexes. La Chine se présente volontiers aux membres de l'ASEAN comme un pays en développement qui peine encore à assurer à sa population un niveau de vie décent. Ceux-ci la tiennent pour ce qu'elle est devenue : une force politique et militaire qu'ils redoutent et une force économique dont ils ont besoin. D'où l'ambivalence souvent de la relation. Ils voient que Pékin considère de plus en plus la mer de Chine du Sud comme une mer intérieure et ignore les droits des États riverains. La presse se fait régulièrement l'écho d'incidents au cours desquels des bateaux de patrouille chinois arraisonnent des chalutiers philippins ou vietnamiens, au motif qu'ils pêcheraient dans les eaux territoriales ou la zone économique exclusive chinoises. Il y a une autre pomme de discorde : les îles Spratley et Paracelse, situées dans cette même mer, recèlent du pétrole, du gaz et les plus grandes ressources halieutiques de la région. Elles suscitent tout naturellement des prétentions concurrentes de la part de la Chine - qui revendique 80% de cette surface maritime - et de la part de chacun des autres riverains : Brunei, Malaisie, Philippines, Vietnam et Taïwan. Compliquant la donne, les États-Unis considèrent que, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, il s'agit d'"eaux internationales" dans lesquelles ils procèdent à des manœuvres militaires, au soulagement public notamment du Vietnam, ironie de l'Histoire pour quelqu'un de ma génération ! Dans un arrêt rendu en juillet 2016 la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye a jugé que la Chine n'avait pas de "droits historiques" sur la majorité des eaux stratégiques de la mer de Chine méridionale. Pour la Cour, le remblaiement et l'agrandissement d'atolls qui ne sont pas à même d'accueillir la vie humaine n'élèvent pas ces récifs au rang d'île, qui seul permet de générer des zones économiques exclusives. La Chine a rejeté intégralement la sentence. Pour l'heure les protagonistes n'ont pu que constater leur désaccord et campent sur leur position. Soucieux pourtant de vider le différend, les Chinois s'efforcent de diviser pour régner, en préconisant un règlement par la négociation avec chacune des parties par la voie bilatérale, plus favorable à Pékin que l'enceinte multilatérale de l'ASEAN, que privilégient ses membres au nom du principe "l'union fait la force". Des discussions, qui traînent en longueur, sont actuellement en cours au sein de l'ASEAN en vue de l'élaboration d'un code de conduite en mer de Chine méridionale.

Dans ce contexte régional, citons encore l'affermage de longue durée à des sociétés chinoise de vastes étendues agricoles ou forestières dans des pays comme le Laos ou le Cambodge. La chose n'est pas illégale, mais pourrait se révéler préoccupante sur le plan écologique selon l'état de restitutions des terres à l'échéance du bail.

- Chine - Corée du Nord : ce tableau asiatique, même grossièrement brossé, serait incomplet si je ne m'arrêtais pas aux relations entre Pékin et Pyongyang. Quelle que soit sa dépendance économique à l'égard des Chinois, plus précisément des 3 provinces frontalières de Mandchourie Heilongjiang, Jilin, Liaoning), la Corée du Nord demeure rétive à l'influence politique et culturelle de Pékin, qui n'est jamais parvenue à ouvrir un Institut Confucius dans la capitale nord-coréenne. Les Occidentaux sont au demeurant enclins à surestimer l'empire de Pékin sur le dirigeant suprême. La Chine se méfie de ce voisin fantasque. Mais dans cette Péninsule coréenne, où le Sud génère à lui seul 97% du PNB, Pékin ne voit aucune raison de hâter tant l'effondrement de l'économie nord-

coréenne que son corollaire, une réunification qui selon toute vraisemblance ne pourrait se faire qu'à l'heure de Séoul et donc des Américains.

Dans ce contexte régional, je voudrais aussi mentionner les liens que la Chine s'applique à resserrer avec les États d'Asie centrale, dans le cadre notamment de la Nouvelle Route de la Soie et de son bras financier, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Le projet est grandiose, sans exagération. Il est digne des grandes réalisations du XIX<sup>ème</sup> siècle, tels le Canal de Suez ou le Canal de Panama. Conçu comme une triple route ferroviaire, routière et maritime, il ambitionne de relier rien moins que les extrémités orientales et occidentales d'un même continent. À cet effet les Chinois ont déjà constitué un Fonds d'investissement de US dollars 40 milliards. Les Chinois attendent principalement de la réalisation de cette Nouvelle Route une facilitation et une intensification des échanges commerciaux. Elle permettrait ainsi de réduire, surtout par le rail, le temps de voyage d'un container de Chongqing au terminal de Duisburg (une dizaine de jours contre 6 semaines par bateau aujourd'hui). Mais ils escomptent aussi d'autres effets : isoler l'Inde et battre en brèche l'influence de Moscou - ainsi que celle de Washington - sur les Républiques d'Asie centrale. Le projet se heurte toutefois à deux obstacles : l'insécurité ou la corruption des régions traversées (Kazakhstan, Russie, Ukraine, Biélorussie ou, plus au sud, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Iran) et l'argent (fortement endettés, les Chinois peineront à dégager les moyens requis dans les années qui viennent).

#### LA CHINE ET L'EUROPE

Officiellement la Chine applique le principe frappé dans l'airain depuis la Conférence de Bandung (1955) de l'égalité souveraine des États. Mais fidèle à une certaine Realpolitik, elle sait bien que, selon une formule éculée, certains États sont plus égaux que d'autres. Trois pays à ce titre sortent du lot. La France et le Royaume-Uni ont droit à des attentions spéciales, en termes d'accès protocolaire, de missions d'achats ou de consultations diplomatiques. Paris et Londres sont traités avec des égards particuliers, avant tout parce qu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité. L'Allemagne n'en fait évidemment pas partie. Pourtant elle est encore mieux reçue. Elle est en quelque sorte récompensée, à l'instar d'un Prix Nobel de littérature, pour "l'ensemble de son œuvre". Quand Madame Merkel est en visite officielle, elle ne foule qu'un long tapis rouge et peut rencontrer les interlocuteurs de son choix, y compris dans les milieux dissidents, ce qu'elle ne se prive pas de faire, mais avec réserve et discrétion. Les dirigeants chinois respectent la franchise de ses propos et la tiennent en haute estime. Quant aux autres capitales européennes, elles concourent dans une ligue inférieure. Les Chinois par ailleurs jouent en maîtres des différentes sensibilités, voire des différentes politiques étrangères des pays du Continent, notamment pour ce qui touche aux droits de l'Homme.

J'en profite pour dire que notre pays, à la place qui est la sienne, ne tire pas trop mal son épingle du jeu. L'Accord de libre-échange est un succès. Avec notre politique agricole protectionniste, notre industrie diversifiée et la vaste palette de nos services, nous sommes perçus comme une Union européenne en réduction. Notre statut de neutralité, notre réussite matérielle ainsi que notre comportement retenu sur la scène internationale sont commentés de manière souvent positive. Cet état de fait incite les Chinois à aborder avec nous des sujets nouveaux, sans crainte d'éventuels enchaînements diplomatiques. Nous avons pu servir à l'occasion de laboratoire ou de terrain d'exercice pour notre bénéfice mutuel.

#### LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS"

Évidemment, la grande affaire, ce sont les rapports avec Washington. Quand je suis arrivé à Pékin

en 2008 la Chine tenait pour flatteuse toute comparaison économique qui la mettait dans la même catégorie que l'Allemagne ou le Japon. À mon départ, quatre ans plus tard, seule la référence aux États-Unis avait cours.

Avec les Américains les sujets de désaccord ne manquent pas :

- Taïwan, à qui les USA livrent périodiquement des armes ;
- les droits de l'Homme, même si le Département d'Etat a mis depuis quelques années une sourdine à ses critiques;
- l'Afghanistan, où les USA voudraient que les Chinois assument une part plus lourde du fardeau sécuritaire;
- la RPDC, à laquelle Pékin offre une véritable bouée de survie;
- la Syrie, où la Chine a tendance à s'aligner sur les positions de Moscou
- l'Iran, que la Chine ménage, eu égard à ses besoins pétroliers
- le cours du RMB, que Washington juge artificiellement bas.

Je pourrais mentionner encore d'autres exemples. Mais ce que je relève, c'est que l'importance cardinale de cette relation bilatérale pour le système international ainsi que l'interdépendance financière et commerciale des deux pays les conduit en pratique à intensifier et densifier leurs rapports. Ce qui frappe, c'est la multiplication des contacts et visites à tous les niveaux, d'où l'impression d'un dialogue permanent, voire d'un G 2 de facto, que la presse internationale, en mal de calembour, a vite qualifié de

"chi - mérique", même si Pékin réfute l'idée qu'il puisse y avoir un duumvirat et préfère affirmer son engagement international au sein du G 20.

Je voudrais aussi, par souci d'équilibre, mentionner les thèmes sur lesquels les deux pays sont disposés à coopérer en véritables partenaires : la lutte contre le terrorisme, dans une moindre mesure la cyber-criminalité et la coopération judiciaire. Jusqu'à l'arrivée à la Maison Blanche du Président Trump j'aurais également mentionné le changement climatique et l'ouverture des marchés.

## LA CHINE ET L'AFRIQUE

Il a parfois été dit que la politique étrangère de la Chine lui était dictée par sa soif de ressources naturelles. Devenue premier partenaire commercial du continent africain, elle tisse patiemment sa toile en investissant massivement dans tous les pays susceptibles de réduire sa dépendance énergétique ou ses besoins en matières premières ou en produits agricoles. Ses principaux partenaires sont "naturellement" l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Nigeria et le Soudan. Proclamant et appliquant le principe de non-ingérence - avec la reconnaissance d'une seule Chine comme condition du développement des relations bilatérales - Pékin a su nouer un véritable partenariat que rythment des sommets périodiques. Elle a annoncé en 2015 qu'elle voulait porter ses échanges avec l'Afrique à US dollars 400 milliards en 2020, soit autant qu'avec l'UE aujourd'hui.

On observera que la Chine, fidèle à son credo de non-immixtion, s'abstient prudemment de se poser en gardien de l'éthique ou de la morale et à ce titre prend soin de ne pas fâcher les gouvernements africains en place par des conseils ou des prêches sur la gouvernance. Cette retenue n'a pas empêché la présence des travailleurs chinois de faire l'objet de controverses, voire de provoquer des émeutes. Tel a notamment été le cas en Afrique de l'Ouest, lorsque loin de se cantonner aux grands travaux d'infrastructure, cette main d'œuvre, qui vit en marge de la population locale, se lance avec succès dans des professions exercées traditionnellement par les indigènes (petit commerce, marchés, pêche, etc.).

## PRINCIPES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE

Longtemps la Chine a pensé que la stricte mise en œuvre des principes de Bandung auxquels j'ai déjà fait allusion, au premier chef l'égalité souveraine des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures, la préserverait des vicissitudes du statut de grande puissance et la dispenserait de pratiquer une politique d'intérêts, en d'autres termes d'avoir à se salir les mains. Cette retenue s'était encore renforcée sous l'ère de Deng Xiaoping, qui invitait ses concitoyens à faire profil bas et à concentrer leur énergie sur le développement économique et social du pays. Une telle modestie n'est plus de mise aujourd'hui, dès lors que la défense du pays et de ses ressortissants s'étend désormais à tous les continents. La Chine n'a désormais pas d'autre choix que de se comporter en puissance globale.

Quelques illustrations de cette réalité :

- à la chute de Kadhafi, Pékin a rapatrié avec efficacité, dans un délai de quelques jours les 18 000 ouvriers chinois travaillant dans l'industrie pétrolière
- en Algérie, la main d'œuvre chinoise s'est trouvée exposée au radicalisme islamiste à la suite de menaces proférées par des groupuscules djihadistes voulant venger les musulmans morts dans les émeutes d'Urumqi sévèrement réprimées en juillet 2009.
- au large des côtes de Somalie, Pékin affecte sa marine de guerre au convoi des bateaux marchands chinois, y compris, non sans logique, ceux battant pavillon de Taïwan !

La Chine possède de nos jours tous les atouts d'une grande puissance. Son essor économique lui donne les moyens de mener une diplomatie active. L'évolution s'est faite par étapes. Passée la période d'isolement qui a suivi Tiananmen, elle a opéré son retour sur la scène internationale à travers une participation plus active dans les institutions internationales (APEC, ASEM, ASEAN + 3, OCS, etc.) qui permet à Pékin de suivre une ligne politique fondée sur la quête du consensus, mais aussi au besoin d'affirmer des positions fermes (Taïwan, Tibet, contacts du Dalaï Lama à l'étranger). Les théoriciens du Parti ont développé le principe d'"émergence pacifique", réactualisé en 2007 sous le vocable de "développement pacifique". Afin de promouvoir cette politique et donner l'image d'une nation "bienveillante" attachée à la construction d'un monde "harmonieux" pour reprendre la terminologie officielle, la Chine s'essaie depuis peu au "soft power", selon une expression devenue incontournable et que l'on doit au professeur Joseph Nye. Le déploiement de quelque 400 Instituts Confucius à travers le monde constitue l'exemple le plus illustratif de cette ambition d'influence culturelle. Mais la sérénité officiellement affichée dans les rapports internationaux se trouble à l'occasion, par exemple quand le Parlement norvégien décerne en 2010 le Prix Nobel de la Paix au dissident Liu Xiabo, tout récemment décédé, et que Pékin réagit dans la même nuit en créant un prix Confucius de la Paix alternatif attribué à un Professeur chinois de Taïwan, qui ignorait tout de l'existence de cette récompense ! Pékin oublie volontiers que le "soft power, qui participe après tout de la séduction, passe d'abord par le sens des media et de la communication.

Profitant de l'unilatéralisme proclamé du Président Trump, la Chine se veut aujourd'hui le chantre de la coopération multilatérale. Est-elle crédible dans ce nouveau rôle ? J'ai quelques doutes pour ma part. Bien sûr, s'il s'agit de renforcer sa participation aux opérations de maintien de la paix, d'augmenter le nombre de casques bleus envoyés sur les différents théâtres d'opérations où l'ONU est engagée ou de s'associer au règlement négocié de crises dans le monde, bref s'il y a lieu de se déployer à l'international, on peut compter sur Pékin. Mais quand il s'agit d'accepter et d'appliquer à soi la primauté de la règle de droit ou l'engagement de recourir à une tierce partie en cas de différend persistant dans les relations internationales, le discours multilatéraliste de Pékin sonne

creux, comme l'a montré le peu de cas qu'elle fait de l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage de la Haye. Quand on observe les efforts menés par la diplomatie chinoise pour empêcher certaines ONG de prendre la parole devant le CDH ou les alliances nouées par Pékin au sein de ce même Conseil, quand on voit en action l'axe islamo-confucéen qui s'y est constitué, on en déduit que la Chine professe toujours ses vues propres en matière de gouvernance, qu'elle est n'est pas près d'adhérer à la notion d'Etat de droit et qu'elle cherche au contraire à relativiser l'importance des libertés individuelles en Tant que facteur de développement.

J'en arrive tout naturellement au thème des droits de l'Homme. S'il est un chapitre où Pékin estime qu'elle n'a aucune leçon à recevoir, voire même qu'elle aurait vocation à en administrer, dès lors que jamais dans l'histoire de l'humanité autant d'hommes n'ont été si rapidement tirés de la pauvreté, c'est-à-dire mis en mesure de se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner et recevoir une éducation. Et, poursuivent les autorités, cet indéniable succès dans la mise en œuvre des droits économiques et sociaux doit être mis au crédit du système. Vous le voyez, le narratif est bien rodé. Ce n'est donc pas dans l'attitude d'un pénitent que Pékin aborde ses divers dialogues en matière de droits de l'Homme avec les Occidentaux, mais de plain-pied, avec la conviction largement partagée par son opinion publique que l'embastillement de quelques dissidents représente somme toute un prix fort raisonnable à payer pour assurer la sacro-sainte stabilité sociale.

Que faire aujourd'hui de ces nombreux dialogues bilatéraux ? Les experts chinois les vident graduellement de leur substance mais sont trop avisés pour en demander formellement la suspension ou l'abrogation. La diplomatie chinoise s'efforce de son côté de déplacer le débat vers l'arène onusienne, où elle sait pouvoir compter sur des alliés, que l'activisme des Occidentaux indispose.

Une dernière digression, avant que je ne conclue !

La Chine est-elle une puissance coloniale ? La question est largement débattue. Si l'on admet que le colonialisme, c'est quand on arrive en bateau, je serais tenté de dire non. Mais si c'est aussi quand on arrive à cheval, le problème est plus complexe. Une minorité d'historiens n'hésite pas à répondre par l'affirmative, en raison d'une politique délibérée d'assujettissement des territoires soumis par les Han. Mais pour la plupart des autres commentateurs l'Empire du Milieu ne résulterait que de l'expansion territoriale et démographique, somme toute naturelle, des Chinois en constante connexion avec le noyau initial, à l'instar en quelque sorte de l'Empire russe. Il n'y aurait donc pas selon ces historiens de "possessions chinoises" et donc pas de colonialisme. Je ne me sens pas apte à trancher. Je serais seulement, pour ma part, enclin à souligner la vocation essentiellement continentale de la Chine à travers les siècles. Mais celle-ci a désormais pris la mesure de sa présence globale et sera à l'avenir amenée à davantage promouvoir ses intérêts, où qu'ils se situent. J'en vois une illustration dans la mission élargie confiée aux termes du Livre Blanc de 2009 à la flotte de guerre chinoise. Loin de se borner à la défense des côtes nationales, elle devra se déployer partout où l'exige la protection des intérêts stratégiques du pays. Concrètement nous verrons de plus en plus de bâtiments chinois sillonner les mers du globe.

## CONCLUSION

Le rôle international de la Chine, sans surprise, est largement dicté par la défense de ses intérêts. Les questions domestiques demeurent largement prioritaires dans la définition de sa politique étrangère. La promotion de valeurs, fussent-elles confucéennes, marxistes, ou simplement collectives n'y joue qu'un rôle secondaire. L'action diplomatique chinoise ne repose pas sur des fondements idéologiques, mais sur la défense d'intérêts concrets, parmi lesquels l'accès aux

matières premières, la sécurité des voies de communication ainsi que, ne l'oublions jamais, l'unité nationale et l'intégrité territoriale du pays. Cette préoccupation, pour ne pas dire cette obsession, empêche Pékin, en dépit de la récente exception de la Crimée, de reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par crainte de légitimer à l'intérieur des menées autonomistes, voire indépendantistes.

C'est en Asie que Pékin affiche la présence la plus marquée. Par crainte de voir se développer des pôles susceptibles de concurrencer son influence régionale (Inde, Japon, Corée), elle préfère renforcer des partenaires moins susceptibles de lui faire ombrage (Afrique du Sud, Brésil, Iran, Venezuela). Mais surtout, même si elle s'en défend, même si elle récuse officiellement la figure du G 2 et dit vouloir agir au sein du G 20, même si elle se dit encore, non sans raison, pays en développement à faible revenu par tête d'habitant, elle assume pleinement son statut de superpuissance, installée désormais dans une relation bipolaire avec Washington, qui la place nettement au-dessus des autres capitales.

En somme l'essor prodigieux de la Chine au cours de ces 30 dernières années, ce "développement pacifique", qui ne l'empêche nullement de participer intensément et sans complexe à la course aux armements, pourrait bien s'enraciner dans la culture de l'art de la guerre quand, selon Sun Tzu, le grand stratège militaire du VI<sup>ème</sup> siècle avant J.-C., "l'excellence suprême consiste à gagner sans avoir à combattre" !